



HAL
open science

Khartoum, de la ville coloniale au projet islamiste

Marc Lavergne

► **To cite this version:**

Marc Lavergne. Khartoum, de la ville coloniale au projet islamiste. Anne-Marie Frérot. Les grandes villes d'Afrique, éd. Ellipses, p. 124 à 138 ;, 1999, Les dossiers du bac Géographie. halshs-00638297

HAL Id: halshs-00638297

<https://shs.hal.science/halshs-00638297>

Submitted on 9 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

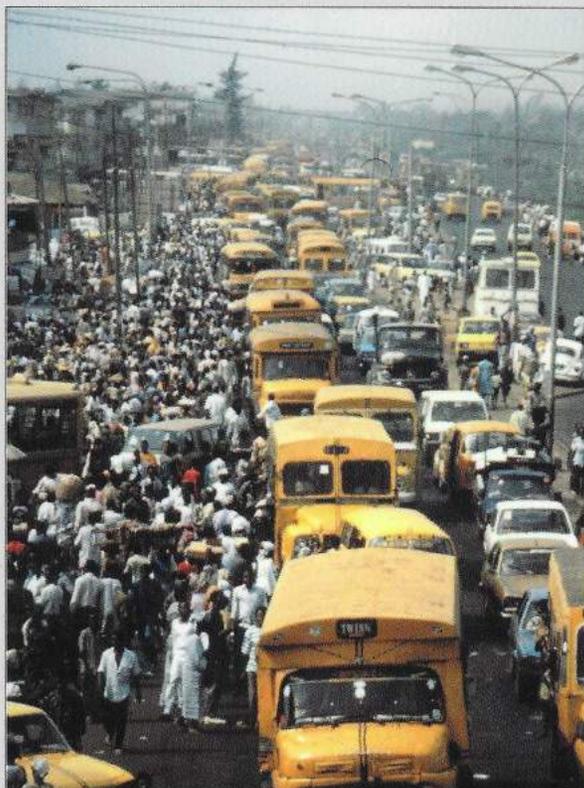
L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

4 -
Marc Lavergne
DR 2 - sect. 39

LES GRANDES VILLES D'AFRIQUE



ellipses

Sous la direction de
Anne-Marie FRÉROT

KHARTOUM, DE LA VILLE COLONIALE AU PROJET ISLAMISTE

M. LAVERGNE

Khartoum est la capitale du plus vaste pays d'Afrique, un géant de 2,5 millions km² aux prises avec les difficultés du développement et de l'unité nationale. La population du pays, passée depuis l'indépendance en 1956 de 10 millions d'habitants à 30 millions environ aujourd'hui, subit des transformations socio-économiques rapides : une interminable guerre civile oppose le pouvoir central d'obédience arabo-musulmane au Sud en majorité animiste et chrétien, et des famines récurrentes s'y ajoutent pour enclencher des migrations intenses et une urbanisation rapide.

Khartoum présente une palette exacerbée de tous les bouleversements que traverse le pays : elle a connu ces vingt dernières années une croissance démographique impressionnante, passant de 714 000 habitants au recensement de 1973 à 1,343 million lors de celui de 1983 et 3,5 millions lors de celui de 1993. Mais l'agglomération a largement débordé ses limites administratives, et l'on évalue aujourd'hui sa population totale, y compris les déplacés qui s'y réfugient de manière plus ou moins durable, à 4,5 millions.

Cette croissance impose évidemment de lourdes difficultés à la gestion urbaine, et fait naître de nouveaux modes de régulation, tant de la part des autorités que de la population elle-même. Les schémas d'aménagement successifs (1958, 1974, 1986) ont tous été dépassés par l'ampleur des migrations vers la capitale, ce qui a conduit les auteurs de la « Révolution de Salut Public » qui ont pris le pouvoir en juin 1989 à mettre en œuvre un nouveau projet (juin 1991) dont l'application est soutenue par la force coercitive du régime militaro-islamiste.

I - DE KHARTOUM À OMDOURMAN : VILLE COLONIALE ET VILLE INDIGÈNE

A - Khartoum, création de la Turkiyya

Khartoum a été fondée en 1824 au confluent du Nil Bleu et du Nil Blanc : la ville est née du tracé des ingénieurs qui accompagnaient l'invasion turco-égyptienne du Soudan, sous les ordres d'Ismail, fils du vice-roi d'Égypte Mohamed Ali. La voie fluviale qui reliait la nouvelle possession au Caire, expliquait ce choix initial ; elle ouvrait d'autre part le Sud aux trafiquants d'ivoire et d'esclaves, par le Nil

Blanc, et au Sud-Est, aux mines d'or du Fazoghl, sur les confins éthiopiens, par le Nil Bleu.

Durant la décennie 1850-60, la ville abrite près de 40 000 habitants. Elle s'est développée sans plan directeur, et comprend deux ensembles d'inégale importance, séparés par une ligne brisée de terrains vagues.

À l'ouest s'étend la partie la plus vaste, en arrière du front du fleuve où se sont construits le Palais et les bâtiments administratifs. En contact avec ce centre politique s'est édifié le quartier Hillat Moussa Bey, cœur de la ville musulmane avec la mosquée et deux bazars très animés. Autour, les marchands et des artisans, dont de nombreux Coptes et Francs (les Européens au service du gouvernement égyptien) habitent des maisons de terre battue, au toit en terrasse, qui se replient sur des cours intérieures dont les murs bordent des ruelles tortueuses. La Mission catholique est le premier bâtiment en briques de terre cuite et en pierre de ce noyau urbain initial, où se mêlent différentes cultures importées, vouées à l'exploitation de cet immense domaine.

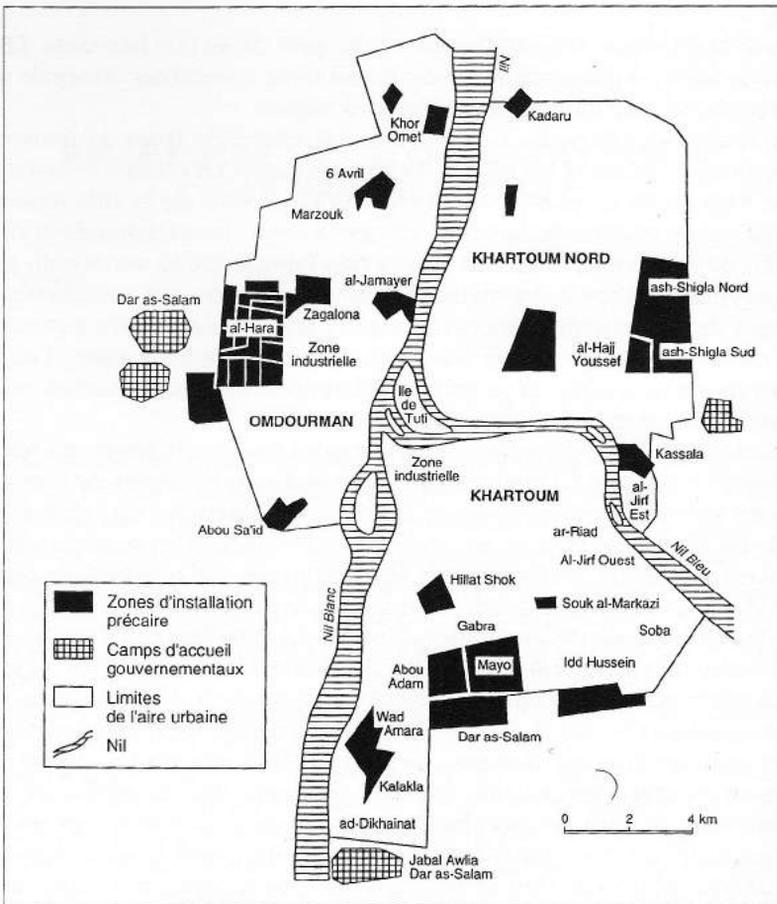
Au Sud, s'installent de manière anarchique les Soudanais attirés par les possibilités d'emploi qu'offre la ville ; cases rondes aux toits coniques de chaume, ou maisons en terre de forme cubique se côtoient, les premières signalant les originaires du Nil Bleu et de l'Ouest, les seconds les immigrants en provenance du Nil principal en aval. Tous ces immigrants se brassent dans le quartier des plaisirs et des vendeuses de *mérissa*, la bière de Sorgho, Salamat al-Pacha.

Un deuxième pôle de croissance, l'ordou, se développe à l'est, autour du camp militaire où s'installent les familles des soldats. Autour du port se crée un village de marins (Hillat al-markabiyya) qui soude les deux pôles primitifs.

Pour remplacer la ville de boue séchée qui se désagrège à chaque saison des pluies, et pour combler les fondrières pestilentielles, le gouverneur Jaafar Mahzar Pacha lance un grand programme édiltaire qui transforme la ville entre 1867 et 1870 : ouverture de rues larges et bien tracées, construction d'édifices publics en dur, drainage, projet d'une deuxième mosquée... Mais dans les dernières années de la Turkiyya, Khartoum doit se protéger par une enceinte des menaces mahdistes.

Les Ansar, combattants du Mahdi, s'emparent pourtant de la ville le 25 janvier 1885. Créateurs d'un État théocratique sous la direction du Khalifa Abdoullahi, ils doivent désormais se sédentariser, afin de bâtir un État à l'image de l'Oumma primitive. La Mahdiyya condamne Khartoum qui a symbolisé durant un demi-siècle l'ouverture du Soudan sur l'Occident et ses dépravations. Le Mahdi opte finalement pour la construction d'une nouvelle ville à Omdourman, sur la rive gauche du Nil ; sa mort le 22 juin 1885 va accélérer le déménagement de la capitale, réduite au rang de carrière pour les travaux de construction entrepris sur la rive opposée.

Figure 1 – Les trois villes : quartiers spontanés et camps de déplacés



Conception : M. Kharoufi. Réalisation : F. Troin, URBAMA, 1998. Publié avec l'autorisation d'URBAMA.

B – Omdourman, capitale de l'empire mahdiste

Tournant le dos à Khartoum, Omdourman s'ouvre largement sur le désert de la Bayouda et les steppes de l'Ouest. Elle est peuplée des fidèles de la Mahdiya, Danagla de la boucle du Nil et Baggara du Darfour et du Kordofan. Mais la nouvelle capitale a besoin d'un port pour la relier par voie fluviale aux provinces éloignées : celui de la rive gauche du Nil Bleu demeure donc en activité, tout comme les jardins maraîchers de ses berges.

La morphologie urbaine est mononucléaire, comme l'unité de l'Oumma : le cœur de la ville associe des bâtiments qui s'imposent par leur monumentalité et par l'espace religieux. Une place entourée d'un mur de briques est accolée à une grande mosquée qui peut accueillir 10 000 fidèles ; elle est dominée par le mausolée du Mahdi, édifice à dôme blanc, surmonté de flèches à croissants, qui attire de nombreux pèlerins. Le palais du Khalifa, construit en briques cuites, avec des fenêtres garnies de baies vitrées, est jointif de la grande mosquée, et l'on peut

accéder directement de l'un à l'autre, ce qui symbolise l'union des pouvoirs spirituel et temporel.

Autour de ce centre bi-polaire s'aggrègent des quartiers et des faubourgs qui s'étirent le long du Nil. La population toujours plus nombreuse (jusqu'à 70 000 habitants) est logée dans des maisons modestes en terre battue, à un seul étage, recouvertes d'une terrasse, qui s'agglutinent en un labyrinthe de ruelles étroites.

La croissance de la ville a été hâtée par les migrations forcées de population : transfert des habitants de Khartoum, puis des tribus de l'Ouest qui soutiennent le Khalifa (le quartier d'Al-Moulazimin regroupe sa garde personnelle). La concentration de la population est aussi accentuée par les campagnes de grands travaux ou les famines comme celle de 1889-90.

La ville est une communauté pluri-ethnique plutôt qu'un melting pot ; la population se regroupe par quartiers ethniques (Hay el-Masalma, Hay Wad-Nubawi...) et ne se fond donc pas dans l'Oumma, même si la présence de tous est obligatoire lors de la grande prière du Vendredi : chaque communauté se voit attribuer une place distincte sur l'esplanade. Pourtant la ville a dès le début adopté un type architectural homogène : les cases rondes à toit de paille coniques ont cédé la place aux cours rectangulaires alignées le long des ruelles. La maison à toit en terrasse s'impose, et la Mahdiya laisse en héritage aux générations futures un modèle de ville musulmane soudanaise.

C - Les « Trois Villes » du condominium anglo-égyptien (1898-1956)

Le condominium anglo-égyptien instauré après la reconquête du Soudan par Kitchener réinstalle son centre sur les ruines de Khartoum.

La nouvelle ville est construite selon un plan en damier, avec les bâtiments administratifs occupant des villas de type colonial entourées de jardins luxuriants, sur les larges avenues parallèles au Nil Bleu : Palais du gouverneur, départements techniques et Gordon College, fondé en 1910, dans des bâtiments de brique cuite et dans un style « Oxbridge » ; cette pépinière des futures élites soudanaises deviendra à l'indépendance l'Université de Khartoum. L'est de la ville coloniale est occupé par les résidences des Européens, entourées de jardins bordés d'allées ombragées, tandis que le centre et l'ouest sont plutôt occupés par les commerces et les institutions égyptiennes, autour de la mosquée Farouk, du Grand Souk et de la station centrale d'autobus. On y trouve l'Université du Caire (branche de Khartoum) principale institution d'enseignement égyptienne, les écoles coptes, les représentations de maisons de commerce britanniques et les établissements commerciaux des grandes familles commerçantes originaires du Nord et liées à l'Égypte.

À l'est de la voie de chemin de fer et le long du Nil Bleu s'installent les casernes de la *Sudan Defense Force* et l'aéroport.

Les cadres soudanais de l'administration coloniale et des infrastructures qui se développent progressivement occupent de nouveaux quartiers résidentiels, formés de villas sans étage, à cour fermée, dans les nouveaux quartiers de Khartoum 2 et Khartoum 3, planifiés entre la gare ferroviaire et l'aéroport.

Omdourman, qui a perdu ses fonctions de capitale politique, reste cependant pour les tribus du Nord et de l'Ouest le siège de la Mahdiya et le cœur arabo-musulman du pays, en même temps que le centre commercial des provinces de la steppe et du Sahel. D'autre part, les Britanniques s'appuient de plus en plus sur

le fils posthume du Mahdi, Sayyed Abderrahman, pour contrer les ambitions égyptiennes : sa résidence devient un pôle de la vie politique nationale, de même que celle d'Ismail al-Azhari qui sera le père de l'indépendance du pays.

Omdourman, ville peuplée et animée, développe, à côté de sa fonction de souk, une activité industrielle de transformation des produits de la steppe : abattoirs, moulins et huileries-savonneries, dans la zone industrielle édifiée en lisière de la ville.

Elle accroît sa fonction religieuse et éducative traditionnelle grâce aux nombreuses *khalwas*, *zaouias* et *médersas* (écoles coraniques) fondées par les différentes confréries religieuses, tandis que l'Université islamique d'Omdourman et le Collège Al-Ahfad viennent donner une touche moderniste à cet enseignement.

Un troisième ensemble urbain vient compléter le duopole Khartoum-Omdourman : sur la rive nord du Nil Bleu naît une nouvelle cité, Khartoum-Nord, autour des docks (les *wabourat*, c'est-à-dire les « bateaux à vapeur ») et du terminal de la voie de chemin de fer venue d'Égypte. Khartoum-Nord a d'emblée une vocation industrielle, avec une population de techniciens, de contremaîtres et d'ouvriers originaires d'Égypte ou du Nord du pays (Hillat al-Danagla). La ville qui abrite le siège de la Khatmiya, la grande confrérie islamique liée à l'Égypte, se développe à l'ouest de la voie ferrée. À l'est s'étendent la zone industrielle (textile, huileries, cigarettes...) et les ateliers de réparation mécanique de l'État.

Ce sont donc trois villes bien distinctes qui composent la conurbation de Khartoum. Même si les distances qui les séparent sont faibles, elles ne sont reliées à cette époque que par deux ponts, l'un entre Khartoum et Omdourman au niveau du confluent des deux Nils, l'autre entre les deux rives du Nil Bleu plus à l'est. Mais surtout, les constructions restent prudemment éloignées des berges des fleuves, sauf en de rares endroits : la crue du Nil recouvre chaque année les bords boueux (les *gereif*), transformés, comme l'île de Touti au confluent, en fertiles jardins maraîchers et fruitiers qui nourrissent l'agglomération.

II - LA VILLE ACTUELLE : DE LA CROISSANCE MAÎTRISÉE À L'EXPLOSION URBAINE

A - 1956-1975 : la croissance maîtrisée

L'indépendance ne provoque pas de bouleversement de la structure urbaine : jusqu'au milieu des années 1970, l'agglomération poursuit sa croissance, avec un flot régulier d'immigrants venus principalement du nord de la vallée, et qui sont absorbés par les services de l'administration et de l'industrie, à travers les réseaux d'accueil villageois, tribaux et confrériques.

De nouveaux quartiers apparaissent, créés à l'initiative de l'État pour absorber et réguler cette croissance, toujours plus loin du centre : Al-Mahdiya au Nord d'Omdourman, Al-Shaabiya et Al-Mazad à Khartoum-Nord, Al-Sajjana, Al-Hilla al-Jedida, al-Amarat au Sud de Khartoum...

L'État soudanais y applique ce qui sera sa politique constante : l'allocation de terrains nus, d'une dimension variable selon la catégorie, suivant un plan en damier. N'intervenant pas dans la construction du logement, l'État se contente de viabiliser très sommairement ces quartiers, en y amenant l'eau et l'électricité, par de larges avenues sableuses, où ruissellent les eaux usées.

Un zonage résidentiel est mis en place, selon 3 catégories :

- la première concerne les quartiers de villas entourées de jardins, comme dans le quartier d'Amarat, ainsi nommé à cause des immeubles locatifs qui y sont également édifiés le long de la route de l'aéroport ; cette tentative inadaptée au climat du pays, aux besoins de climatisation alors que la fourniture d'électricité est défaillante, n'aura pas de suite ;

- la seconde concerne l'habitat rural traditionnel soudanais du Nord, basé sur une cour rectangulaire de 300 m² laissant un espace découvert où se déroule la vie diurne, en fonction de la chaleur et de l'ombre, et quelques parties couvertes et fermées pour la cuisine, la pièce d'eau (douche et toilette) et une chambre abritant un salon, des armoires, un lit. Mais c'est dans la cour (le *bosb*) que l'on dort, que l'on mange et que l'on reçoit ;

- la troisième est vouée à un habitat plus sommaire encore, avec une cour de 160 m², affectés aux immigrants plus récents, ou aux familles de soldats. Les seules commodités y sont l'eau et l'électricité éventuellement ; la cour comprend un simple abri pour la cuisine au feu de bois, et l'eau est souvent contenue dans un baril alimenté par des porteurs ambulants. Ce sont les *deïms* (quartier d'Al Diyum à Khartoum-nord, ou *Deïms* de Khartoum, peuplés de gens de l'Ouest (*gharbaouiïn*) ; ces quartiers ont parfois une réputation sulfureuse, avec des habitants réputés pour leurs mœurs plus libres et leurs aptitudes aux trafics illicites.

L'État soudanais arrive donc pendant longtemps, et à peu de frais, à orienter et à canaliser la croissance de la ville, en en dessinant le plan, en damier, dans la continuité de l'héritage britannique, et cela non seulement à Khartoum, mais dans toutes les villes du pays. On peut voir à cela plusieurs causes :

- l'absence d'une véritable tradition urbaine endogène, si l'on excepte le cas d'Omdourman ;

- le souci d'ordre et de sécurité qui caractérise les planificateurs britanniques puis leurs épigones soudanais, et qui trouve sa source dans une conquête militaire, et exclut d'entrée le « modèle » d'Omdourman ;

- enfin, la nature du terrain, plat, à peu près de qualité égale partout, et qui s'étend à l'infini : la seule contrainte est celle de l'éloignement grandissant du centre-ville ; mais cet éloignement est à la mesure de la taille du pays, qui amène les Soudanais à raisonner à une échelle spatiale différente de la nôtre ; des centres secondaires émergent au fur et à mesure pour fractionner les distances et créer de nouvelles centralités.

L'État soudanais se contente donc de maîtriser le foncier et d'allouer pour des sommes symboliques des lopins de terre de taille standard à ceux qui veulent s'installer, soit qu'ils arrivent de province, soit que de jeunes citadins désirent fonder une famille ou que d'autres désirent construire en accession à la propriété, ce qui nécessite un éloignement du centre-ville, pour trouver des terrains vacants et moins onéreux.

Les titres de propriété sont parfois contestés, mais l'État finit par délivrer des permis de construire en règle, et l'autoconstruction peut alors opérer. La construction est très rapide, avec des murs de brique cuite entourant la cour et formant les bâtiments, les toits plats étant traditionnellement composés d'un mélange de boue séchée et de paille, roulé sur une armature de troncs d'arbres pour devenir imperméable. Mais cette technique implique de changer le revêtement après

quelques saisons des pluies, aussi on lui préfère aujourd'hui systématiquement la tôle ondulée, en dépit de la chaleur de fournaise qu'elle provoque. De même, pour les catégories supérieures, le béton armé remplace de plus en plus la brique.

B - Boom pétrolier, crise nationale et crise urbaine

Ce n'est qu'au milieu des années 1970 que la croissance urbaine va commencer à devenir incontrôlable. Les raisons à cela tiennent aux effets pervers du boom pétrolier dans les États voisins du Golfe :

- départ des cadres administratifs et techniques attirés par les hauts salaires du Golfe ;

- afflux de pétrodollars, dans le cadre de la politique qui vise à faire du Soudan le « grenier du Monde Arabe » ; le Soudan devient le siège de la AAAID¹, de l'OADA² et de la BADEA³ ; par exemple, le creusement du canal de Jonglei dans le Sud est entamé, le PNUD et la CEE multiplient les projets de développement agricole, les experts et les hommes d'affaires étrangers défilent à Khartoum, qui accueille en 1978 l'Assemblée générale de l'OUA ; mais l'absence de projets viables et la faible capacité d'absorption du pays provoque inflation, corruption, et boom de la construction résidentielle de luxe ;

- la capitale, qui reçoit et conserve le plus gros des fonds, attire de plus en plus les ruraux, dépossédés de leurs terres par les grandes sociétés agro-industrielles qui acquièrent des centaines de milliers d'hectares dans la bande soudano-sahélienne ;

- les envois des émigrés sont prioritairement consacrés à la construction résidentielle.

Pour Khartoum, ce bouleversement socio-économique a deux conséquences opposées :

1) l'apparition de quartiers de luxe ;

2) le développement rapide de zones d'habitat spontané aux lisières de la ville.

1) De grandes fortunes sont édifiées en un temps record, par les détenteurs du pouvoir militaire et de liens avec les puissances pétrolières du Golfe ; cette bourgeoisie parasitaire, et tous ceux qui peuvent bénéficier des retombées de la manne pétrolière indirecte (location d'appartements aux cadres étrangers, représentants de firmes étrangères, etc.) édifient des villas copiées sur le modèle du Golfe : vastes bâtisses au toit de tuile rouge, entourées de hauts murs, entièrement climatisées et surmontées d'antennes paraboliques, dans de nouveaux quartiers aux noms évocateurs : Riyadh, Al-Taïf, qui s'étendent ensuite sur Gereif et Manshiah, entre l'aéroport et le Nil Bleu.

Ces quartiers n'ont pas de relation directe avec la ville, dont ils sont séparés symboliquement par le no man's land de l'aéroport. Leurs habitants vivent sur une autre planète que les autres citoyens ; leur vie se déroule entre leur résidence et l'étranger, principalement les pays du Golfe ou l'Europe, où les appellent leurs affaires, leurs études et leurs loisirs. Le Soudan est cependant la base de leur

1. Arab Agricultural Authority for International Development.

2. Organisation Arabe pour le Développement Agricole.

3. Banque Arabe pour le Développement Économique de l'Afrique.

richesse et de leur puissance, grâce à leur mainmise sur l'appareil d'État, qui leur permet d'en drainer les ressources intérieures et d'accaparer la rente indirecte (aide internationale et investissements étrangers) dont jouit le pays.

2) À l'autre extrémité de l'échelle sociale, les migrants ruraux s'entassent en nombre croissant dans des faubourgs spontanés, comme par exemple Oum Badda à Omdourman, Hadj Youssef à Khartoum-nord, Hillet Mayo au Sud de Khartoum.

Les paysans et les nomades dépossédés et prolétarisés par l'extension de la grande culture mécanisée sont rejoints à partir de 1984 par les victimes de la sécheresse qui fait 300 000 morts, puis à partir de 1986 par les réfugiés chassés du Sud par la reprise de la guerre civile.

La croissance de la capitale change alors de nature et d'ampleur, puisque la population double en quelques années (1,8 million de déplacés, soit plus de la moitié de la population, en 1990), pour l'essentiel à travers une véritable ceinture de bidonvilles spontanés et de camps installés par les autorités.

C - Les quartiers spontanés et les camps

Les quartiers de squatters existaient à Khartoum bien avant la crise des années 1980, puisque le premier a été édifié dès 1947 par les immigrants du Nigéria et du Tchad (Eshesh Fellata, qui va se trouver progressivement enkysté dans la ville, devenant un centre de trafics en tous genres, jusqu'à sa démolition en 1993 par les autorités, qui souhaitaient revendre à leur profit le terrain, d'une grande valeur foncière).

Des quartiers périphériques, au-delà des zones industrielles ou des « barrières vertes », servent ensuite à partir des années 1970 de sas d'entrée dans la ville, et de réservoirs de main d'œuvre : c'est le cas d'Oum Badda, de Gamair, de Khodair ou Zagalona à Omdourman. D'autres, comme Fitteihab à Omdourman, Hillet Kuku ou Kaderu à Khartoum-Nord, Gereif ou Kalakla à Khartoum-Sud, sont d'anciens villages progressivement rejoints par l'urbanisation.

Ces quartiers sont progressivement équipés d'infrastructures, leur plan rectifié par le tracé d'axes de circulation rectilignes, et les habitants se voient attribuer des titres de propriété ; mais ils continuent à se développer à leur périphérie avec de nouveaux arrivants qui renouvellent le processus d'intégration.

Néanmoins, avec la dégradation de la situation économique durant les années 1980, et l'accélération du rythme des arrivées, le gouvernement prend des mesures destinées à contenir la croissance urbaine : une politique d'éviction est instaurée, avec les *kachas* (raffes dans le centre-ville des enfants des rues et des sans travail, destruction de quartiers au bulldozer). Néanmoins, ces mesures ponctuelles n'ont qu'une efficacité limitée, en l'absence d'alternative viable. Si une partie des victimes de la sécheresse retourne, à partir de 1986, dans ses régions d'origine, ou s'intègre en ville, les déplacés du Sud continuent de s'agglutiner dans des agglomérations de huttes de branchages et de boue séchée à l'extérieur de la ville, sans aucune infrastructure.

Ce n'est qu'avec l'arrivée au pouvoir du régime islamiste en juin 1989, après les inondations catastrophiques d'août 1988, qu'un traitement systématique du problème des déplacés sera mis en place.

III - LE PROJET URBAIN DU RÉGIME ISLAMISTE

A - Le Plan Doxiadis d'Aménagement du Grand Khartoum (1991)

Ce plan réalisé par le célèbre bureau d'études grec Doxiadis est fortement influencé par le projet de société de ses commanditaires, qui se veulent porteurs d'une « Révolution de Salut Public ».

Il fait pour la première fois l'inventaire des déplacés et des squatters, et propose la mise en application d'un programme déterminé de règlement du problème :

- réhabilitation des quartiers les plus anciens ;
- réaligement du quadrillage de quartiers nés plus d'une décennie auparavant, comme Oum Badda à Omdourman ;
- en ce qui concerne les déplacés arrivés depuis moins de dix ans (c'est-à-dire en fait avant 1983), éviction forcée et réinstallation à distance de la capitale. Deux cas sont envisagés :

- soit l'attribution de lots de terrains dans le désert, pour les déplacés ayant vocation à demeurer sur place et à s'intégrer progressivement à la « fabrique urbaine » nord-soudanaise ;

- soit l'installation dans des camps temporaires pour les déplacés, Sudistes ou Noubas, qui ont fui les zones de guerre, et qui devront être renvoyés chez eux dès que la situation le permettra.

Il s'agit en réalité d'établir par ce biais une distinction entre les migrants sudistes, indésirables à la capitale, et les autres, plus ou moins teintés de culture arabo-musulmane, et considérés comme assimilables.

Ce plan est mis en œuvre avec une rare brutalité, qui, relatée par les médias occidentaux, soulève la réprobation de l'opinion publique internationale. Au début de 1995, les 712 000 déplacés qui avaient été recensés sur 35 sites en septembre 1991 avaient été transférés dans des camps temporaires ouverts à leur intention. Mais la population y était en fait inférieure à 400 000 : une mortalité effrayante régnait dans ces mouiroirs écrasés de soleil, en plein désert, sans possibilité de ravitaillement, sans eau, et pratiquement hors d'accès des organisations d'aide humanitaire indépendantes. D'autre part, en dépit des difficultés et des risques, la population en âge de travailler s'en échappait pour rejoindre Khartoum, à la recherche d'un moyen de subsistance quelconque.

À l'heure actuelle, si l'État a réussi à dégager de vastes terrains occupés par des squatters, dans l'espoir de les revendre à bon prix aux travailleurs soudanais émigrés dans le Golfe, il n'a pas pour autant résolu le problème des déplacés ; en effet, la guerre continue faire rage dans le Sud, chassant toujours plus les populations civiles des zones de combat, et drainant les maigres ressources de l'État, l'empêchant de mener une politique urbaine plus constructive.

Mais il semble que l'approche du problème ait changé récemment : la peur de l'implantation dans la capitale d'une 5^e colonne rebelle a été remplacée par l'idée que le départ de la population du Sud (qui est censée voter ainsi avec ses jambes) privait l'opposition de son vivier, et que son installation au Nord était un moyen d'arabiser et d'islamiser par simple osmose.

Le plan Doxiadis contenait également d'autres propositions qui concouraient à cet objectif : il mettait en particulier l'accent sur la déconcentration de l'administration, et des services au sein de l'agglomération. Celle-ci a été divisée en 18

municipalités, au lieu des trois grandes entités antérieures. Ces municipalités (« madina », c'est-à-dire ville au sens plein du terme) sont calibrées pour abriter de 240 à 300 000 habitants en 2000, et sont elles-mêmes subdivisées en unités de voisinage de 10 à 15 000 habitants chacune. Ce découpage officialise un contrôle plus strict exercé sur la population, par le jeu des comités populaires de quartier liés au régime ; il permet également de décharger les centres-ville d'une partie de leur pouvoir d'attraction, comme lieu d'expression du sentiment populaire, en mettant à portée des citoyens les services administratifs et commerciaux auparavant concentrés dans le centre colonial.

B – L'aménagement urbain au service de l'idéologie

Un effort notable a également été fait pour « embellir » la ville et en faire une vitrine attrayante de la nouvelle idéologie : de nombreuses rues ont été débaptisées pour prendre le nom de « martyrs » du jihad, c'est-à-dire de la féroce guerre d'extermination poursuivie dans le Sud du pays ; les ronds-points ont été ornés d'arcs de triomphe et de banderoles à la gloire du régime. Au moins dans les axes centraux, le nettoyage et le balayage des trottoirs a été institué, en mobilisant les prisonniers ou les enfants des écoles. En saison des pluies, lorsque le paludisme fait rage, la population est appelée à reboucher les mares stagnantes au milieu des rues en terre, et à creuser des rigoles pour évacuer l'eau.

Une loi impose désormais de planter un ou deux arbres devant chaque nouvelle maison ; les jardins publics ont été rénovés et privatisés, avec l'installation d'attractions et de cafétérias, comme au Mogren (confluent des deux Nils) où la population se presse pour profiter de la brise nocturne. De nouveaux parcs ont été créés, comme le Jardin de la Révolution, destiné à accueillir les cérémonies officielles du régime, dans l'axe non-constructible de l'aéroport.

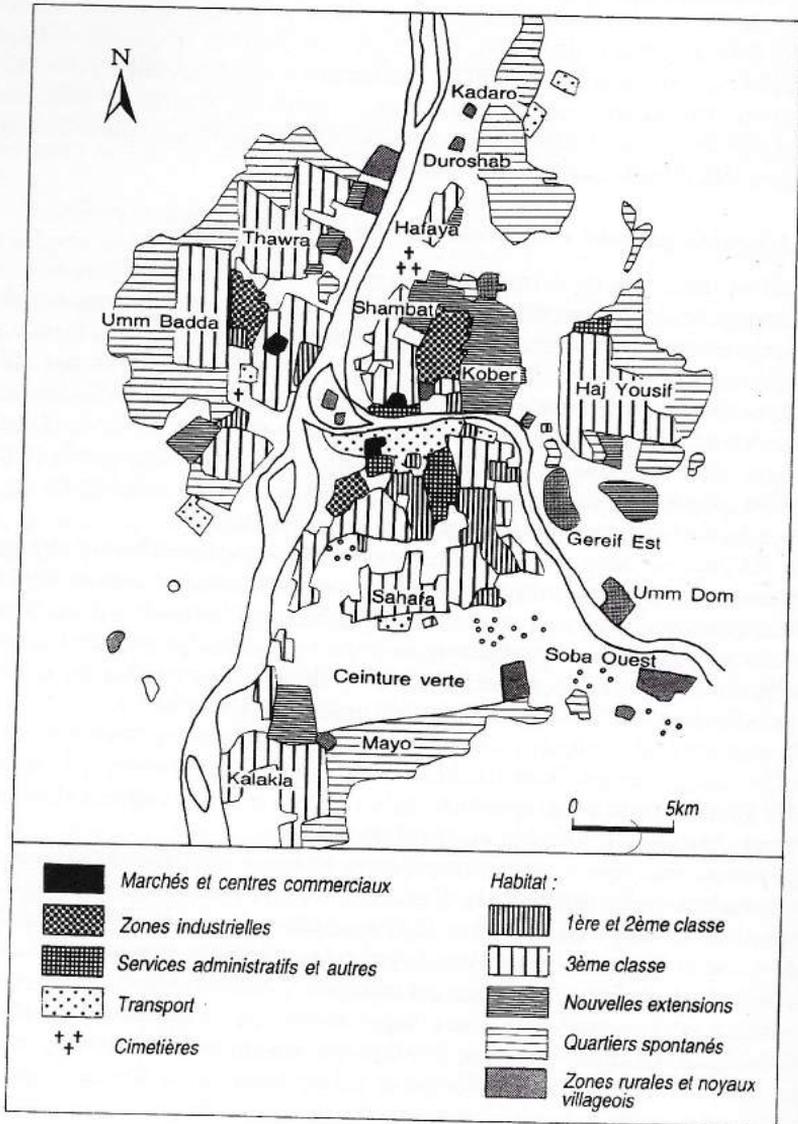
D'autres lieux de détente sont prisés par les jeunes et les familles, en dehors de la ville : plages d'Om Dom sur le Nil, en saison sèche, barrage du jebel Aulia sur le Nil Blanc, île de Touti que l'on atteint par un bac, ou même excursions à la 6^e cataracte (Sabaloka) à 60 km au Nord de la ville.

Les efforts du régime pour donner une image attrayante de la ville ne suffisent cependant pas à masquer la dégradation continue des conditions de vie de la population. La cherté de la vie et la dégradation des services publics de transport, de santé et d'éducation rendent la vie épuisante pour la majorité de la population, obligée à de longs parcours en transports en commun bondés, privée de médicaments et de soins alors que chaque année, le paludisme, la leishmaniose et la méningite, naguère presque éradiquées, regagnent du terrain, faisant des milliers de victimes, et que l'éducation est revenue au stade archaïque de la *khalwa*, l'école coranique, sans tables ni chaises.

Les écarts sociaux s'accroissent de ce fait démesurément entre une nouvelle bourgeoisie liée au régime, étalant un luxe inouï, et la masse de la population réduite à se nourrir de pain et de thé. La classe moyenne de fonctionnaires et d'employés du secteur public est tombée en quelques années dans la misère, ruinée par l'inflation, sauf à compter sur un membre de la famille expatrié en Arabie ou dans le Golfe.

IV – LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

Figure 2 – L'occupation des sols à Khartoum en 1990



A – Les fonctions de commandement

La capitale du Soudan concentre ces fonctions classiques dans le cœur colonial de Khartoum, le plus souvent dans d'anciens bâtiments administratifs britanniques : le palais présidentiel est l'ancien palais du gouverneur, et le Quartier Général des Forces Armées se trouve toujours au milieu des casernes au-delà de la voie ferrée. Les bureaux ministériels de l'État de Khartoum, de même que de nombreux ministères centraux, occupent des villas le long de l'avenue du Nil ou de l'avenue de l'Université...

En revanche, le Parlement, construit par les Roumains, se trouve de l'autre côté du fleuve, à l'entrée d'Omdourman, et une partie de l'exécutif au Palais de l'Amitié, vaste complexe offert par la Chine à l'occasion du Sommet de l'OUA en 1978.

Les confréries religieuses sont ancrées au cœur de leur territoire : Mahdiya à Omdourman, Khatmiya à Khartoum-Nord, autour du mausolée de leur fondateur ou d'un saint personnage (Sayyed Ali à Hillat Khogali) ; d'autres confréries au rôle plus social que politique ont aussi leur siège dans l'agglomération, comme celle de Hamad el-Nil qui se réunit pour des séances de *zîkr* (fête confrérique) très prisées, tous les vendredi, auprès du cimetière du même nom à Omdourman.

La nature totalitaire du régime a entraîné la multiplication d'instruments de contrôle et de répression qui marquent l'espace urbain et la représentation populaire : sièges et antennes des divers services de sécurité, maisons clandestines d'internement et de torture (les *biout el-asbbah*, ou maisons-fantômes), antennes des comités de quartiers et des associations de mobilisation sociale liés au régime...

B - La fonction commerciale

1 - Le grand négoce

Le grand négoce soudanais est détenu depuis le début du siècle par quelques familles liées aux confréries, et représentant des principales firmes d'import-export britanniques, ou aux institutions égyptiennes. Pratiquant le commerce de traite (exportation des produits bruts de l'agriculture et de l'élevage, importation de biens d'équipement et de consommation), elles ont été évincées par le nouveau régime, qui a mis en place d'autres réseaux, principalement à partir de l'Arabie Saoudite, puis de la Malaisie, au profit de ses propres hommes d'affaires et de ses institutions financières.

2 - Les souks

Le commerce de gros et de détail relève d'abord des souks : les principaux se trouvent à Khartoum centre et à Khartoum-Sud (souk al-shaabi) et à Omdourman (souk central et souk Libya). Cette dualité correspond à des fonctions différentes : les souks centraux assurent principalement le ravitaillement de la population urbaine en nourriture et biens de consommation courants ; les grands souks de la périphérie sont plutôt spécialisés dans les biens de consommation durables : textile, mobilier, équipement de la maison, audiovisuel... Ils desservent non seulement la ville elle-même, mais un vaste rayon en province ; comme son nom l'indique, le souk Libya, aux lisières d'Omdourman, était initialement approvisionné par la contrebande avec la Libye.

Ce commerce était tenu depuis le XIX^e siècle par les *jallaba*, commerçants issus des communautés nubiennes du Nord (Dongola, Wadi Halfa) connectés avec l'Égypte, et disséminés à travers l'ensemble du pays. Mais des individus dynamiques originaires d'autres groupes (« Arabes », c'est-à-dire Noirs arabophones et islamisés du Nil Blanc, par exemple) avaient commencé à investir certains nouveaux créneaux. Le pouvoir islamiste a là encore éliminé brutalement ces marchands au profit de ses propres affidés, grâce à tout un éventail de pressions financières ou physiques.

Une nouvelle communauté individualisée de marchands a cependant émergé de ces bouleversements : celle des Zaghawa, nomades du Nord-Darfour et du Tchad reconvertis dans le petit commerce itinérant après la sécheresse de 1984. Ils sont su mettre à profit leur sens collectif et leur esprit d'entreprise pour évincer les *jallaba* de leurs positions acquises, aidés en cela par la fermeture récurrente de la frontière avec l'Égypte, remplacée comme pourvoyeuse de biens par la contrebande en provenance de Libye. Ces Zaghawa dominent aujourd'hui totalement le souk Libya, non sans faire allégeance financière au pouvoir.

3 - Le tissu industriel

La capitale concentre les 3/4 du potentiel industriel du pays. Mais cet ensemble est très désarticulé, en termes de taille, de branches industrielles, de niveaux technologiques et de capacités financières, et très représentatif en cela du sous-développement du pays.

L'industrie a été regroupée dès le condominium dans trois zones industrielles à la périphérie du bâti de l'époque, pour des raisons d'hygiène et de commodité d'accès. Dans l'ensemble, les infrastructures sont rudimentaires : rues défoncées, non goudronnées, transformées en mares pestilentielles par les effluents industriels, dans lesquelles les camions lourdement chargés soulèvent des nuages de poussières et creusent de profondes ornières.

L'approvisionnement en eau et en électricité est intermittent, ce qui conduit chaque usine d'une certaine taille à s'équiper de groupes électrogènes bruyants et polluants. L'énergie est fournie pour toute la ville par la centrale hydro-électrique de Roseires, sur le Nil Bleu, dont la production dépend du niveau des eaux ; elle est complétée par la centrale au fuel lourd de Burri, sur le Nil Bleu, alimentée par la raffinerie de Port-Soudan. Une raffinerie de pétrole destinée à traiter le brut soudanais est en cours de construction par une entreprise chinoise à Geili, à 60 km au nord de la ville.

Les conditions de travail dans l'industrie sont très dures, sans que soient respectées des normes minimales de sécurité et d'hygiène, à l'exception de quelques secteurs plus modernes. Les ouvriers, dépourvus de qualification, ne sont pas organisés en syndicats revendicatifs, et leurs salaires misérables, en particulier dans les petites usines du secteur privé.

La zone industrielle de Khartoum-Nord (Bahri) est la plus étendue, rassemblant des activités diversifiées. Elle s'étend le long de la voie ferrée qui mène à Atbara et Port-Soudan vers le nord, vers la Gézira et les provinces de l'Ouest vers le sud. Elle comprend :

1) des industries de transformation des produits agricoles : une usine textile à base de coton (filature et tissage) de 6 000 ouvriers, construite par la Chine et achetée par un homme d'affaires islamiste. En aval de ce secteur, on trouve de nombreux ateliers de bonneterie et de tricot.

- des savonneries et huileries à partir de l'arachide, du tournesol et du sésame ;

- une grande usine de cigarettes (Bringi) appartenant à une grande famille d'origine syro-libanaise chrétienne, qui n'a pas été évincée par les islamistes, à cause de la technicité requise par son fonctionnement. Les taxes prélevées représentent néanmoins une part importante du budget de l'État. Le tabac (de qualité Virginie) ne provient qu'en faible part des plantations du Sud et de l'Ouest ; le reste est importé par avion du Zimbabwe.

- des usines d'aliments concentrés pour bétail, à base de tourteaux de coton et de tournesol ;

2) des usines de montage et de transformation simple de matières premières ou d'éléments importés : usine de batteries et de piles électriques Roubi, de mobilier métallique de bureau, d'ustensiles divers, et de produits d'entretien (ex-groupe Bittar). Ce secteur est traditionnellement dominé par les Syro-Libanais, Grecs ou Arméniens installés depuis le XIX^e siècle dans le pays ; mais leurs biens ont été progressivement confisqués par le régime islamiste, qui promeut sa propre classe d'hommes d'affaires.

Ces nouveaux entrepreneurs soudanais s'engagent également dans de nouvelles productions ; un bon exemple en est fourni par la désormais fameuse usine pharmaceutique Al-Shifa, détruite en août 1998 par des missiles américains, sur le soupçon d'être un lieu de fabrication de composants d'armes chimiques.

La zone industrielle de Khartoum Sud abrite avant tout des dizaines d'ateliers de réparation automobile, qui s'efforcent de maintenir en état de fonctionnement, avec les moyens du bord, un parc automobile vétuste. Elle comprend également un secteur de constructions métalliques (portes et fenêtres) très actif, composé de petits ateliers artisanaux. On y trouve aussi des usines de boissons gazeuses sous licence et une usine de cigarettes...

Les nouveaux établissements industriels se répartissent le long de la route qui longe le Nil Blanc en direction du jebel Aulia, d'une part (tannerie de Abou Hammama, dépôts pétroliers, huilerie et usine de revêtements d'amiante de Shagara), et sur la route de Wad Medani. La zone industrielle d'El-Baguer comprend une usine koweïto-soudanaise d'aluminium, des usines de plastiques et de produits chimiques, de papier et cartons, de boîtes de conserve...

La zone industrielle d'Omdourman est la moins active ; elle comprend entre autres une usine textile du secteur public, assez vétuste. Mais il faut mentionner les abattoirs qui traitent le bétail arrivé à pied ou en camions des provinces de l'Ouest jusqu'au parc d'El-Mouelleh. Les carcasses et le bétail sur pied font l'objet d'un intense commerce avec les marchés d'Arabie et du Golfe.

Outre ces zones industrielles, il faut mentionner que le secteur du bâtiment est très rudimentaire ; il repose essentiellement sur les nombreuses briquetteries au feu de bois, qui bordent le Nil Bleu et le Nil principal, dont elles exploitent le limon.

V - KHARTOUM DANS SON ENVIRONNEMENT NATIONAL ET INTERNATIONAL

La capitale soudanaise conserve, voire renforce, sa très forte primatialité, depuis l'instauration d'un régime pourtant adepte proclamé de la plus large décentralisation.

A - Un rayonnement inégalé sur un vaste territoire

La conurbation de Khartoum est très pauvrement dotée en services urbains, et donne souvent au visiteur l'impression d'un immense village étalé dans le désert, entre les bras des Nils qui s'y rejoignent. Avec ses allées sableuses rectilignes qui séparent les alignements interminables des cours familiales, des magasins réduits à quelques souks pauvrement achalandés, et à des *doukkan* encore plus

modestes au coin des rues, une circulation automobile bringuebalante et qui varie en fonction d'un approvisionnement irrégulier en carburant, le niveau d'urbanité y paraît bien faible. La nuit, avec des déplacements réduits au minimum par la vigilance des contrôles militaires, et un éclairage public limité à quelques artères, et privé au mieux réduit à quelques tubes de néon et aux luminaires des étals de marchands, on a bien du mal à se croire dans une ville d'une telle importance.

Khartoum rassemble pourtant des fonctions de commandement sans équivalent sur le territoire national le plus étendu d'Afrique et du monde arabe.

Aucun autre centre urbain n'approche de sa taille : Port-Soudan et El-Obeid ne dépassent pas 500 000 habitants, Kassala, Gedaref et Wad Medani pas 300 000, même s'il est difficile de préciser davantage, compte tenu des migrations brutales qui les affectent également, au rythme des soubresauts politiques et économiques régionaux.

Aucun autre centre n'est, de par sa situation et son réseau de communications, relié à la fois à toutes les régions du pays et au monde extérieur.

La centralisation du pouvoir politique et économique a toujours été, et demeure très forte en dépit des expériences de décentralisation, voire de fédéralisme.

Parmi les fonctions de Khartoum, la plus originale est celle que lui confère la dimension internationale, voire prosélyte, du pouvoir islamiste. Khartoum est ainsi depuis une dizaine d'années devenue le centre d'une nébuleuse d'institutions islamistes relevant du domaine politique, économique ou social, mais dont les activités sont étroitement liées.

B - Un centre mondial de propagation de l'idéologie islamiste

Khartoum abrite tout d'abord le siège de la Conférence Populaire Arabo-Islamique, qui se réunit tous les deux ans, et qui est l'instrument privilégié de la volonté de Hassan el-Tourabi, son fondateur, d'exercer une influence à l'échelle mondiale. Son action est complétée par diverses associations d'amitié entre les peuples, sur le modèle soviétique reproduit dans maints domaines par le régime militaro-islamiste.

Outre un réseau important d'ambassades arabes, islamiques et africaines, Khartoum abrite de nombreux mouvements d'opposition islamistes interdits dans leur propre pays. La ville et ses périphéries sont le siège d'organisations terroristes, qui disposent parfois de camps d'entraînement installés à l'écart dans le désert.

La formation de cadres islamistes étrangers est assurée dans diverses institutions, telles que l'Institut Islamique Arabo-Africain, installé à Soba, au Sud de Khartoum, qui reçoit des stagiaires de toute l'Afrique noire. Les universités traditionnelles jouent également un rôle dans ce domaine.

Le système financier est structuré autour de sociétés islamiques de placement de fonds, qui drainent l'épargne des Soudanais émigrés dans le Golfe et en Arabie saoudite, et autour des banques islamiques : aux quatre grandes pionnières, dont le capital est en majorité saoudien (Banque Fayïal, Banque al-Baraka, Banque Rajhi et Groupe al-Dallah), et qui sont arrivées à la fin des années 1970, sont venues s'ajouter une multitude de banques locales plus récentes, très souvent avec une participation étrangère : Sudan International Bank, Banque al-Amal,

Banque Al-Shimal al-Islamiya, Banque Al-Kordofan... Leurs sièges se trouvent dans le centre des affaires colonial de Khartoum, soit dans des immeubles anciens rénovés, soit dans des immeubles ultra-modernes édifiés en propre, buildings de béton, de verre et d'acier qui tranchent avec le bâti environnant.

Il faut ajouter à ces institutions les associations islamiques de bienfaisance, qui jouent également un rôle politique, financier et prosélyte, de la Bosnie à l'Afghanistan, avec des relais de l'Amérique du Nord à la Malaisie. Khartoum est le siège de Daawa al-islamiya, de l'Islamic and Arab Relief Agency (IARA), d'Al-Mouwaffaq, etc, dirigés par de hautes personnalités proches du régime, et dont les moyens financiers proviennent en grande partie de riches donateurs étrangers. C'est principalement à ces organismes à la fois caritatifs et prosélytes qu'est confiée la gestion des camps de déplacés officiels de la périphérie de Khartoum, les « dar es-salam », ainsi qu'un rôle d'enseignement religieux et de soins de santé primaire dans les quartiers défavorisés de la capitale.

CONCLUSION : UNE ATTRACTION MASSIVE SUR FOND DE CRISE SOCIALE ET D'EXTRAVERSION CROISSANTE

Khartoum a toujours été une agglomération où des mondes très différents se côtoyaient sans se mélanger. En même temps, elle est un pôle d'attraction pour les ruraux, même en dehors des périodes de crise aiguë, en ce qu'elle représente la forme la plus aboutie d'urbanité du pays ; elle est donc appelée à jouer un rôle dans la formation d'une nation soudanaise qui accepte sa diversité. Cette étape est difficile dans la mesure où les nouveaux arrivants qui frappent aux portes de la ville sont des Sudistes, que tout – culture, religion, niveau et mode de vie – sépare *a priori* de la population urbaine qui s'est agrégée progressivement dans Khartoum. Pourtant, si la paix s'installait enfin sur des bases durables, cette nouvelle composante pourrait également s'intégrer, comme l'ont fait les précédentes, et contribuer à renforcer les liens économiques et humains qui la relie à l'ensemble du pays, et dont elle tire sa substance.

Beaucoup plus problématique en revanche est l'évolution des groupes dominants de la société urbaine : pour eux, Khartoum n'est plus tant le centre d'un territoire qu'un lieu d'extraction de richesses qui sont réinvesties à l'extérieur, qu'il s'agisse du versant occidentalisé ou du versant islamiste de ces nouvelles élites. Ce comportement ne se limite pas au champ économique, où il participe pleinement au mouvement de la mondialisation. Il concerne également le champ culturel, où occidentalisation et adoption d'un Islam « rénové » vont de pair et tournent le dos aux valeurs fondatrices de l'identité soudanaise, dans sa diversité.

Les logiques du développement de Khartoum paraissent donc aujourd'hui plus déterminées par les nécessités d'un nouveau type de rapports au monde extérieur, que par celles d'une croissance socio-spatiale en phase avec l'objectif d'un développement économique et social équilibré pour l'ensemble du pays, et les différentes catégories de la population urbaine.

BIBLIOGRAPHIE

- ABU SIN M.E. et DAVIES H.R.J. (dir), *The future of Sudan's Capital Region : a Study in Development and change*, Khartoum University Press, 1991, 269 p.
- BLEUCHOT H. DELMET CH. et HOPWOOD D. (dir.), *Soudan, histoire, identités, idéologies*, Ithaca Press, Reading, 1991, 298 p.
- IBRAHIM FOUAD N. et RUPPERT H., Rural-Urban Migration and Identity Change. *Case Studies from the Sudan*, Bayreuther geowissenschaftliche Arbeiten, vol. 11, 1998, 176 p.
- LAVERGNE M., La violence d'État comme mode de régulation de la croissance urbaine. Le cas de Khartoum (Soudan), *Espaces, populations sociétés*, Lille, 1997/1, pages 46-64.
- LAVERGNE M. et MARCHAL R. (dir.), Le Soudan, L'échec d'une expérience islamiste ? *Politique africaine*, n° 66, Karthala, juin 1997.
- LAVERGNE M., L'aménagement du Grand Khartoum, entre planification autoritaire et « droit à la ville », *Annales de Géographie*, Université Saint-Joseph, Beyrouth, vol. 16, 1995, p. 75-115.
- LAVERGNE M. (dir), *Le Soudan contemporain*, Karthala, 1989, 640 p.